



COMME TRUMP. Le président brésilien fonce vers le chaos.

« **C**ronique d'un génocide annoncé. » Ce sont les mots employés en janvier par le théologien de la libération et écrivain Frei Betto pour qualifier la gestion de la pandémie par le gouvernement brésilien. À cette époque, le pays vient de dépasser les deux cent mille victimes de cette « petite grippe », comme l'a nommée Bolsonaro, qui décourage toute mesure de confinement en renvoyant les responsabilités aux gouverneurs des différents États. Selon Frei Betto, le président est atteint de thanatomanie, une tendance pathologique à jouir de la mort d'autrui. Quant au militaire devenu ministre de la Santé, il avouait ne connaître que fort peu le système de santé publique permettant l'accès gratuit aux soins de santé.

Constatant que « les actions du gouvernement ont contribué à la propagation du virus », le Manifeste de la société civile pour la Journée mondiale des femmes du 8 mars réclame un vaccin pour tous et une aide d'urgence. « La politique économique néolibérale [du gouvernement] place le profit avant la vie, tandis que les femmes, les pauvres, les noirs et les périphériques meurent le plus », dénonce ce texte qui appelle à la destitution de Bolsonaro. Et il réaffirme ses directives contre le machisme, le racisme, la LGBTphobie et toutes les violences. Ce qui rejoint bien d'autres analyses et dénonciations concernant notamment les attaques contre les petits paysans et les Indiens d'Amazonie. Telle celle de Mgr Eugène Rixen, ancien évêque belgo-brésilien du diocèse de Goiás, au centre du pays, qui a témoigné dès 2020 de l'aggravation de leurs conditions de vie.

OFFENSIVE DES ÉLITES

Un « grand bond en arrière », constatait dans son numéro de juin 2020, à propos du Brésil, la revue trimestrielle *Alternatives Sud* publiée par le Centre tricontinental (CETRI). Dans son éditorial, Laurent Delcourt, auteur en 2010 de l'essai *Le Brésil de Lula : un bilan contrasté*, écrit que l'arrivée au pouvoir de Jair Bolsonaro « a traduit l'offensive des élites brésiliennes contre les avancées sociales et démocratiques réalisées par le

pays depuis le début du XXI^e siècle ». Élu en octobre 2018, cet ancien militaire et parlementaire d'extrême-droite est vivement critiqué pour ses différentes politiques, économique, de santé, d'éducation et écologique, ainsi que pour les nominations de militaires comme ministres et hauts fonctionnaires.

En décembre dernier, Laurent Delcourt relevait que « dans un contexte marqué par le recul de tous les indicateurs socio-économiques et une gestion chaotique de la pandémie », le Parti des Travailleurs des ex-présidents Lula et Dilma Rousseff a connu un fiasco aux élections municipales de novembre 2020. Même si le bolsonarisme a lui aussi subi un important revers et si aucun parti de gauche n'a bénéficié de ces reflux, contrairement à la droite traditionnelle. Le chercheur au CETRI observait également que l'essor des Églises évangéliques a affaibli des espaces de socialisation développés précédemment par l'Église catholique. Reste à voir ce que feront ces militaires lors des élections présidentielles de 2022, surtout si l'ex-président Lula pouvait s'y représenter.

BAROMÈTRE D'ALERTE

En janvier dernier, c'est pour souligner l'aggravation de la situation et appeler à soutenir la *Brésistance* que le Comité catholique contre la faim et pour le développement Terre solidaire (CCFD-Terre solidaire), homologue français d'Entraide et Fraternité, a contribué à la diffusion du deuxième baromètre d'alerte sur la situation des droits humains et environnementaux. Selon celui-ci, quarante-trois millions de Brésiliens (soit vingt pour cent de la population) étaient déjà en insécurité alimentaire en 2019 et quinze millions (six pour cent) souffraient de la faim en 2020. À quoi s'ajoutent la déforestation de onze mille kilomètres carrés en Amazonie d'août 2019 à juillet 2020 et une forte augmentation des « invasions » dans les campagnes en 2020. Car l'agrobusiness est roi dans la politique agricole du gouvernement : les grands propriétaires agissent en toute impunité et des entreprises multinationales, y compris européennes, s'accaparent de terres. D'où l'action en justice

Droits humains et sociaux en péril

JAIR BOLSONARO, UN PRÉSIDENT « DÉMONIAQUE »

Jacques BRIARD

Cinquième plus grand pays du monde, le Brésil vit une crise multiforme frappant ses deux cents millions d'habitants, comme en témoignent de nombreux observateurs. Et souffre particulièrement de la pandémie minimisée par son président populiste.

entamée le 3 mars dernier en France, au Brésil et en Colombie.

À l'instar de l'ex-président Trump, Bolsonaro a plusieurs fois remplacé ses ministres de la Santé et de l'Éducation. Voulant contrôler étroitement celle-ci, il a refusé de nommer vingt recteurs pourtant élus démocratiquement et veut supprimer toute référence à l'histoire des luttes. Il a aussi placé un général à la tête de la compagnie pétrolière Petrobras. Et le constructeur automobile Ford va supprimer cent vingt mille emplois dans le pays où le taux de chômage a fortement augmenté en 2020, pour dépasser les quatorze pour cent.

ZIZANIE

Qualifiant Bolsonaro de personnage « démoniaque » qui n'a pas fini de démolir tout ce qui touche aux droits humains et sociaux, le père Manuel Joaquim dos Santos, de l'archidiocèse de Londrina, a dénoncé la zizanie qui s'installe au sein de l'Église catholique du Brésil. Ainsi, parce qu'ils l'estiment diri-

gée contre le président, des évêques – dont le successeur de Mgr Rixen à Goiás et l'évêque auprès de l'armée – ont pris leurs distances vis-à-vis de la campagne de Fraternité 2021 de leur Église, *Fraternité et dialogue : engagement d'amour*, qui vise à surmonter les polarisations et les violences. Or, une telle campagne est organisée depuis des décennies sur des thèmes vitaux, comme le droit à l'alimentation, et, depuis 2000, elle a lieu tous les cinq ans en association avec des Églises protestantes.

De son côté, Xavier Plassat, membre de la Commission pastorale de la terre (CPT), relève quelques touches de lumière et d'espérance, dont le webinaire sur le thème *Chère Amazonie* inspiré par l'exhortation post-synodale du pape François qui est de plus en plus considérée comme un document majeur de notre époque. À la suite de feu l'évêque et poète Pedro Casaldaliga, « loin de ces nécropathes, pervers et assassins, qui tiennent les rênes du pays », le dominicain souligne l'importance du rôle de la solidarité paysanne pour

garantir à tous le minimum vital.

Et à l'occasion de leur soixantième campagne, les responsables du CCFD Terre solidaire et d'Entraide et Fraternité ont aussi rappelé l'importance des actions développées à la base, au Brésil comme ailleurs, même si elles sont limitées par rapport aux enjeux globaux. Quant aux deuxièmes Journées d'étude José Comblin, qui se tiendront du 9 au 11 juin 2021 au Brésil, mais en virtuel, elles feront le lien entre l'œuvre du défunt théologien belgo-brésilien décédé en mars 2011 - qui s'est retrouvé aux côtés des pauvres avec Dom Helder Camara – et les appels du pape François. ■

À lire : cette vaste enquête menée au Brésil par une journaliste qui suit l'actualité politique locale depuis dix ans et présente ici ce pays facturé. (F.A.)



Virginie JACOBBERGER-LAVOUÉ, *Brésil, voyage au pays de Bolsonaro*, Monaco, éditions du Rocher, 2021. Prix : 20€. Via *L'appel* : -5% = 19€.

INDICES

RICHE.

L'Église d'Espagne a touché en 2020 plus de 300 millions d'euros. Parmi ses principales ressources : l'assignation à son profit, par les contribuables, d'une part des impôts par l'État.

MASSIF.

La commission indépendante française sur les abus sexuels dans l'Église avait initialement estimé à entre deux et trois mille le nombre de victimes d'agressions depuis 1950. Elle l'estime maintenant à au moins dix mille...



MONNAYÉ.

L'église de Landin (Eure, France) va prochainement être transformée en cabinet pour... un guérisseur. Ce dernier a acquis l'édifice à la mairie qui n'avait plus les moyens de l'entretenir. Sans doute y fera-t-il des miracles.

FAVORABLE.

Contrairement à la plupart des autorités religieuses américaines, Joe Biden soutient l'utilisation des fonds fédéraux pour intervenir lors de "simples avortements", alors que ce n'est actuellement possible qu'en cas de viol, d'inceste ou quand la vie de la mère est en jeu.

TRANSPARENTE.

La présidence portugaise du Conseil de l'Union européenne voudrait réussir à obtenir un accord sur la proposition de directive généralisant l'obligation de rapportage pays par pays de la comptabilité des entreprises multinationales. En cas d'approbation, la lutte pour la transparence comptable, étape indispensable de la justice fiscale connaîtra un grand pas vers une avancée majeure.